

Quelle honte d'appartenir à un pays qui connaît la vérité historique, et qui compte tant de carriéristes et de lâches.

Articles publiés dans plusieurs pays étrangers, notamment en Suisse.

40 commentaires

1. Posté par louis mélenec le 6 octobre 2020 à 01h01

merci de publier : la république des droits de l'homme : une PUTAIN

LE PAYS DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE SUPERLATIVE : FRANCOIS MITTERRAND : LA FRANCE DEMASQUEE.

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Extraits du rapport de Alain BANCAUD sur les horreurs judiciaires de la France, parangon de vertus républicaines. (Je fus l'un des destinataires de ces recherches, ayant été candidat aux fonctions de Médiateur de la République en 1998).

MAIS ATTENTION ! Il est strictement interdit d'être honnête en France.

Et si, en plus, vous êtes compétent : VOUS ÊTES PERDU !

Et vous, Bretons qui êtes roulés depuis cinq siècles (« Esclaves et fiers de l'être »), vous êtes particulièrement concernés.

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

« La volonté de contrôle politique de la justice s'exprime également au travers des interventions « fréquentes et variées » du président MITTERRAND dans les affaires en cours. « Leur champ d'action semble quasiment sans limite, note Alain Bancaud. Elles concernent des affaires aussi bien pénales que civiles, commerciales, disciplinaires, de droit du travail. Des affaires traitées aussi bien par la Cour de Cassation et un parquet général qu'un petit tribunal de province et un juge des enfants. Des affaires politiques aussi bien qu'ordinaires et privées. » A côté de la Corse et des dossiers mettant en cause des hommes politiques, on trouve des affaires de survie d'entreprise, de divorce et de garde d'enfants, de permis de chasse et de conduire, de mariages posthumes, d'expulsion et de banqueroute...

Les interventions du président peuvent « survenir aussi bien après la publication d'un article de journal qu'à la suite de requêtes de particuliers et d'interventions d'hommes politiques, d'associations, d'organisations syndicales, d'avocats, qui agissent en leur nom propre ou pour appuyer une demande d'électeurs, d'affiliés, de militants, de clients ». Il y a parmi eux des amis – notables ou inconnus -, des ministres, des parlementaires, des élus ou anciens élus du PS, des mères de famille, des simples salariés, des dirigeants d'organisations nationales ou des responsables d'associations locales aux buts les plus divers et variés.

La nature des interventions de la présidence est variée : « Elles vont, note le sociologue, d'une simple demande de renseignements sur l'état d'une instruction, les motifs d'une inculpation, les raisons d'un non-lieu, la position qu'entend

prendre un parquet..., à des demandes d'instructions à donner. »

Il y a des interventions générales qui se bornent à rappeler certains principes de politique pénale, mais aussi des interventions particulières qui, « même si la présidence manifeste le souci de ménager l'autorité de la chancellerie et manie l'euphémisme, sont parfois formelles et quasi-impératives ».

Un bordereau adressé au directeur de cabinet du ministre de la justice se conclut ainsi :

« En soulignant que la requérante est une relation de M. le Président de la République, et en vous priant de bien vouloir envisager d'attirer sur cette affaire l'attention de M. le procureur général. »

Ou encore, dans une lettre d'un conseiller de l'Elysée à un ministre :

« Je me propose de parler de cette affaire au procureur de la République afin que les réquisitions à l'audience aillent dans le sens d'une peine amnistiable. »

François Mitterrand a également demandé, par deux fois, de sanctionner des substituts ayant tenu, à l'audience, des propos virulents contre des immigrés. Pour l'un d'eux, une note du conseiller de président précise :

« Le garde des Sceaux m'a indiqué qu'il ne voulait prendre aucune mesure à son encontre, car [à l'audience] la parole est libre, mais qu'il veillerait à ce que ce substitut soit sanctionné dans sa carrière. »

Pour Alain Bancaud, ce « pouvoir sur la justice » institue le président de la République « en ultime recours, en juge suprême ». « Le paradoxe de la gauche, conclut le chercheur, c'est finalement d'avoir à la fois renforcé des ressentiments, des révoltes, en conservant un système de contrôle et d'intervention et d'avoir élargi les possibilités et la légitimité de ces contestations en favorisant l'affaiblissement de la déférence d'Etat et de la hiérarchie qui permettaient jusqu'ici de tenir les juges. »

(Extraits de l'article publié par Cécile Prieur dans le Monde du 23 juin 1999)

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

LIRE AUSSI, sur la colonisation : Lettre ouverte à Christiane Taubira RACISME ANTI – BLANC ESCLAVAGE

LE BON DOCTEUR MELENNEC EST INTERDIT DE S'EXPRIMER DANS AUCUN MERDIA, en France et en Bretagne. (Le quotidien « breton » le plus acheté perçoit 12 millions de subventions par an, volés dans les poches des contribuables).
Vivent les chapeaux ronds !

Anecdote vraie. Lors de ma campagne pour la désignation du Médiateur de la République, en 1998, j'ai fait le tour de ladite république, que je connaissais par coeur : l'Elysée, Matignon, les principaux ministères, etc. Ce n'était pas l'usage, car cette désignation est secrète, et se fait entre « amis ». Cela me conduisit, notamment, à rencontrer Michel Rocard, dans son bureau du 13

rue de Solférino, alors le siège somptueux du parti socialiste. Il tient mon CV dans ses mains, et nous nous connaissions. J'abrège :

« Docteur, vous êtes le plus titré, et le plus honnête; votre compétence est archi-prouvée. A cause de ces trois vices, rédhibitoires, vous serez exclu : Chirac nommera un de ses copains, et pas le plus malin : un homme qui lui a rendu des services; vous n'êtes pas dans ce cas ».

Nous avons bien ri, tous les deux : lui comme moi. Nous savions cela, ce n'était pas dramatique du tout. Entretien cordial, détendu, car l'homme a de l'humour, moi aussi. La république française, réputée pour son incompetence tous azimuts, vaut bien cela. Nous nous sommes quittés en meilleurs termes que jamais.

Le Médiateur honoraire – Paul LEGATTE, un homme moral sous tous rapports, malgré cela un ami personnel de François Mitterrand, avec qui il déjeunait fréquemment – était en ma faveur : mais il était honnête. Il souhaitait faire partie en qualité de Consultant de la nouvelle équipe, et, plus étonnant, m'a adressé son curriculum vitae manuscrit, ce dont je fus flatté. Jacques Pelletier, médiateur sortant, un « ami » personnel de trente ans, que je tutoyais, a soutenu Bernard STASI, l'homme qui a écrit le célèbre ouvrage : « L'IMMIGRATION, UNE CHANCE POUR LA FRANCE » (! ?). Il fut nommé, et m'adressa une lettre de compliments, pour services rendus à l'institution. Mes fonctions de Consultant prenaient fin avec cette lettre. Passons Je lui ai répondu sur le même ton, et me suis bien moqué de lui et de son prédécesseur Jacques Pelletier.

Dans le même temps, Claude REICHMAN me consacre une longue émission sur Radio courtoisie, petit média alors très courageux, seul de son espèce en France, et dont les chefs d'émission avaient un courage peu ordinaire, dans ce climat général de pleutres. Tout cela s'est transformé en un café du commerce : on y discute maintenant du sexe des anges. On y recevait alors des personnalités éminentes : le premier président et le procureur général de la Cour de cassation, des avocats célèbres (maître Vergès), des magistrats audacieux (Didier Gallot), des "sommités" de la médecine et de la chirurgie (le professeur Debré, le professeur Cabrol ...), des écrivains connus, certains de l'académie française, des généraux, des anciens chefs des armées De nombreux anciens ministres - à partir du moment où ils avaient été virés de leurs fonctions, et interdits dans les merdias achetés et vendus (tous, donc), se précipitaient au portillon, ne pouvant supporter d'avoir été jetés dans l'enfer de l'anonymat.

On a même entendu au micro (émission de M. Delcourt), un "agrégé" et "docteur", breton d'origine, soutenir que la Bretagne N'A JAMAIS ETE INDEPENDANTE au moyen-âge : voilà où passe notre argent, et à qui on confère maintenant ces titres ! Mieux : cet "hystoryen" a reçu plusieurs prix pour ses travaux. Il s'appelle M. LE SAGE (Le Fur en breton)

Bien sûr, on a accusé Radio courtoisie d'être fasciste, colonialiste, esclavagiste, anti-sémite, d'extrême droite, etc. Les braves français savent maintenant que l'esclavage, le colonialisme se confondent avec les origines de l'humanité, ET QU'ON LES A HONTEUSEMENT MANIPULES PENDANT UN DEMI-SIECLE, pour les culpabiliser.

(A suivre ????)

2. QUE VIVE NOTRE HYPER-COURAGEUSE « UNIVERSITE » BRETONNE, COUCHEE TOUTE ENTIERE SUR LE SOL, ET QUI NOUS A TOUS TROMPES !
- 3.
4. Ma lettre au Médiateur Pelletier a été publiée sur la toile. Je ne lui ai dit que la vérité. Il s'est dit vexé lorsqu'il l'a lue. S'était-il pris pour un personnage important???? Difficile à croire.
Sa secrétaire lui dit :
« Monsieur le Médiateur, vous saviez pourtant que le docteur MELENNEC est breton; vous ne devriez donc pas être surpris !
Elle a ajouté : « Mon beau-père aussi est breton ! Vous voyez si je connais bien la question ! ».
- 5.
- 6.

7. Posté par louis mélenec le 30 septembre 2020 à 23h57

DOCTEUR MELENNEC. LA SHOAH BRETONNE : LETTRE DU MEXIQUE. LE PRETENDU PAYS INVENTEUR DES DROITS DE L'HOMME A COMMIS DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE EN BRETAGNE.

Je vous remercie, docteur Mélenec, pour cet article effrayant.

<http://louis-melenec.fr/2014/12/23/la-shoah-bretonne-un-nouveau-concept-vient-de-naitre-le-drame-breton-sexprime-enfin-par-des-mots-appropries>

Pour ma thèse de doctorat, je fais des recherches, précisément sur les phénomènes d'acculturation lors la conquête du Mexique par l'Espagne.

Je suis tout à fait d'accord avec vous : c'est le pouvoir qui corrompt les esprits.

L'extermination de ces nations premières par des États tyranniques sont partout les mêmes.

Je n'avais pas étudié en profondeur l'histoire des premières cultures de la France.

Je suis effarée : tous ont été trompés, par ce pays qui, par ses mensonges, a réussi à donner de lui-même une image de progrès et de liberté. Sa « révolution » de 1789 a été une suite de massacres, on commence maintenant à le savoir partout. J'avais lu, en son temps, le LIVRE NOIR DU COMMUNISME.

Vos nombreuses publications ont démontré ce qu'est une dictature méprisable, et, par bonheur, on sait maintenant que vous dites la vérité.

Là aussi, je vois comme vous que les médias sont complètement manipulés par cette dictature qu'on appelle « gouvernement. », sûrement par dérision.

Ce qui m'indigne le plus, c'est de savoir que même dans les pays riches et développés, il existe un passé d'extermination et d'assimilation culturelles aussi fort que dans les pays pauvres, en voie de développement, qui ont eu des passés coloniaux violents.

Ce que je trouve préoccupant, c'est le fait de qu'ici, au Mexique, la France a réussi à bien implementer cette « façade » de démocratie. C'est cela que je trouve le plus dangereux : ceux qui savent la vérité, et ont le courage de la dire, se feront persécuter; et personne ne bougera, parce qu'ils ont peur, qu'ils sont lâches, et

sûrement par intérêt vil. Par ses mensonges, l'appareil d'État cherche une sorte de recevabilité face au peuple français et à la communauté mondiale ! La preuve, c'est que personne ne parle d'un sujet aussi grave, qui est d'une importance vitale pour nous permettre de nous rencontrer avec nos origines, les comprendre et les valoriser, et même changer le cours de l'histoire.

Pour la France, la vérité ne peut plus être effacée.

J'admire beaucoup votre courage, et votre travail, je crois qu'il faut jamais baisser les bras et refuser de mentir.

Merci encore pour votre apport; celui-ci m'a beaucoup éclairci les idées.

LAURA R.

Réponse du bon docteur. Ce n'est pas par courage que j'agis. Je fais mon devoir. Je défends les valeurs qui m'ont été inculquées dans ma jeunesse, auxquelles j'ai consacré mon existence. **J'agirai de même** si j'habitais un autre pays, qui a souffert les mêmes atrocités que la Bretagne.

Le pire, de loin : ce sont mes compatriotes bretons qui sont les plus lâches.

Aujourd'hui, TOUS connaissent la vérité. Ni les « politiques » (dix mille euros chaque mois), ni les universitaires, ni bien sûr les médias, qui sont tous vendus, c'est à dire achetés (douze millions d'euros CHAQUE ANNEE pour l'un d'eux), n'ont encore rien dit.

LE BON DOCTEUR MELENNEC